

# Contre le démantèlement du service public d'enseignement supérieur et de recherche

Alors que le Medef réclame « *le copilotage des formations* » (*Les Échos*, 8 décembre 2013), la secrétaire d'État à l'enseignement supérieur et à la recherche Geneviève Fioraso veut que les universités « *deviennent des centres de coûts et de profits* » et « *augmentent leur chiffre d'affaires* » (*Les Échos*, 23 janvier 2014).

Le patronat et son gouvernement s'en prennent au service public d'enseignement supérieur et de recherche. La recherche de profit et le militarisme passent par une régression de la civilisation humaine.

## La poursuite du démantèlement du service public d'enseignement supérieur

Le gouvernement poursuit à l'identique la politique menée sous Sarkozy. Fin octobre, il a amputé les dotations aux universités de 400 millions d'euros.

La LRU, combattue voici cinq ans par les étudiants et les personnels qui avaient échoué à cause de l'empêchement de la grève générale par les directions syndicales, implique que les universités gèrent leur propre budget, sont évaluées avec les critères des entreprises capitalistes (indicateurs de performance), ce qui les conduit à économiser sur le personnel, sur les formations, sur les équipements, mais pas sur les dépenses somptuaires, sur les consultations de cabinets de conseil...

La moitié des postes proposés par le Ministère (déjà en baisse de 25 %, au CNRS depuis 2011, à l'Université depuis 2009) est gelée faute de budget, avec l'approbation des dirigeants syndicaux qui siègent dans les conseils d'université, quels que soient leurs votes. Les chargés d'enseignement les plus précoces sont payés en retard, s'ils ne sont pas licenciés, les droits aux congés pour recherche sont amputés.

Les universités sont mises en concurrence (avec les initiatives « d'excellence », les regroupements forcés).

Les salaires sont bloqués et les personnels sont divisés (l'Aeres de Pécresse, que Fioraso a transformé en Hcéres, en réalité doté des mêmes prérogatives, distribue des bons et mauvais points, selon la docilité et la capacité à répondre aux exigences du capital). Ceux qui ne répondent pas sont punis par le décret statutaire, qui avait provoqué la lutte des personnels en 2009 en raison de la modulation de services qu'il autorise (travailler plus pour gagner autant !), et qui est maintenant reproduit à l'identique.

Or, les directions syndicales ne réclament même pas son abrogation : « *Le décret statutaire EC 2014*

*concerne des questions extrêmement sensibles pour l'ensemble de la communauté universitaire. En aucun cas il ne peut être promulgué en l'état.*

*Les organisations syndicales signataires exigent solennellement du ministère qu'il revoie ses propositions et ouvre de véritables négociations* » (*Communiqué SNESUP-FSU, SupAutonome, FERCSUP CGT, SNTRS-CGT, CGT-INRA, Sud Education, SNPRES-FO*, 22 janvier 2014)

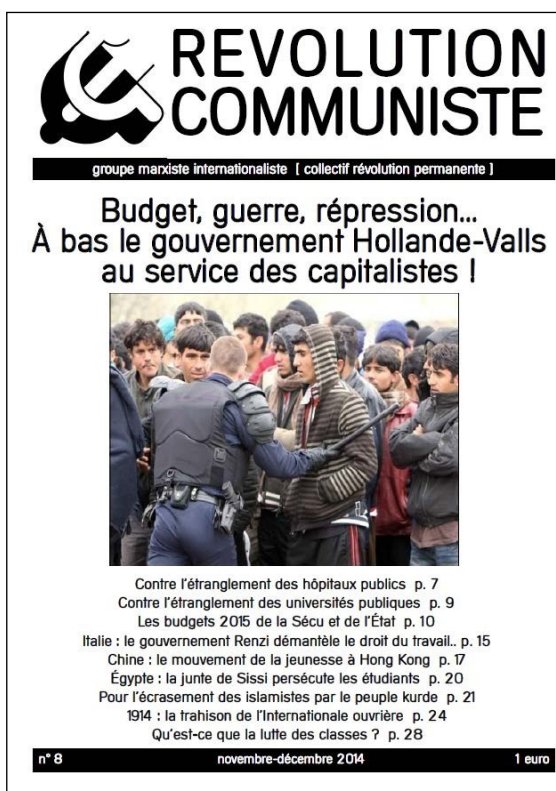
Le recherche par projet (seulement les projets rentables pour le patronat) oblige les universitaires à courber l'échine pour obtenir des financements (seuls 10 % des projets en obtiennent) et encourage la précarité, qui

touche déjà 35 % du personnel des universités, alors que le financement public est en baisse depuis dix ans.

En revanche, le patronat est gâté, en profitant des 6 milliards offerts avec le crédit impôt-recherche (CIR), soit l'équivalent du budget des organismes publics dilapidé en cadeaux au patronat.

## Le droit aux études menacé

Les universités font également des économies, en application de la LRU, sur leurs capacités d'accueil, avec des « licences à capacité insuffisante » les autorisant à ne pas accueillir tous les étudiants, pourtant titulaires du baccalauréat, premier di-



**REVOLUTION COMMUNISTE**  
groupe marxiste internationaliste | collectif révolution permanente |

**Budget, guerre, répression...  
À bas le gouvernement Hollande-Valls  
au service des capitalistes !**

Contre l'étranglement des hôpitaux publics p. 7  
Contre l'étranglement des universités publiques p. 9  
Les budgets 2015 de la Sécu et de l'État p. 10  
Italie : le gouvernement Renzi démantèle le droit du travail... p. 15  
Chine : le mouvement de la jeunesse à Hong Kong p. 17  
Égypte : la junte de Sissi persécute les étudiants p. 20  
Pour l'écrasement des islamistes par le peuple kurde p. 21  
1914 : la trahison de l'Internationale ouvrière p. 24  
Qu'est-ce que la lutte des classes ? p. 28

n° 8 novembre-décembre 2014 1 euro

plôme universitaire, qui joue précisément le rôle de sélection.

Ainsi, des dizaines d'universités (en particulier dans les facultés de Staps, mais aussi Économie-gestion, LEA, Arts du spectacle, Psychologie...) appliquent le tirage au sort, privant de nombreux étudiants de leur droit à suivre les études qu'ils souhaitent.

Il s'agit en réalité de sélectionner les étudiants pour diminuer les dépenses en affichant un taux de réussite plus élevé – qui leur permet d'obtenir plus de financement, et donc de faire payer aux étudiants les coupes générées par la LRU : diminution des volumes horaires de certaines formations, du nombre d'options, augmentation du nombre d'étudiants par groupe de TD. Cela touche particulièrement les étudiants des milieux les plus pauvres, dont la réussite est moindre, pour des raisons évidentes. Les visas ne sont pluriannuels que pour les étrangers qui sont arrivés en master et ou doctorat.

Cela s'ajoute au fait que le coût de la vie étudiante augmente plus vite que l'inflation (2 % en 2014, contre une inflation de 0,5 %), que la moitié des étudiants sont contraints de se salarier – 30 % le sont à temps plein (20 % en 2011).

Pourtant, la direction de l'Unef n'exige pas l'abrogation de ces mesures ; au contraire, elle demande à Fioraso de préciser « *faire respecter la loi et d'assumer ses responsabilités* », sous peine – le gouvernement tremble – de « *déposer des recours devant les tribunaux administratifs, contre les universités ou les rectorats* » (W. Martinet, président de l'Unef, *Le Parisien*, 16 juillet 2014).

## Des tentatives de lutte

L'association Sciences en marche a été impulsée par quelques chercheurs, en dehors des directions syndicales, tout en restant sur un terrain illusoire et impuissant : « *il est temps que François Hollande président mette sa politique en conformité avec ses positions* » (*Discours de Sciences en marche*, Paris, 17 octobre), si bien que le gouvernement a pu les traiter avec mépris : « *Le gouvernement ne souhaite pas bouger, pour des raisons de lisibilité, de signal politique* » (C. Eckert, secrétaire d'État au budget, 17 octobre) ; « *demander davantage d'argent à l'État ne me paraît pas réaliste dans la conjoncture actuelle* » (G. Fioraso, 17 octobre).

Depuis fin septembre les étudiants et personnels de l'université Pascal à Clermont-Ferrand se lè-

vent contre la sélection illégale, contre la suppression d'options, contre la fermeture de plusieurs BU, contre le gel de postes... Ils luttent pour obtenir le droit à étudier dans de bonnes conditions (cadrage national, absence de sélection, renforcement des moyens...). Les personnels de l'Université de Clermont-Ferrand, pour ne pas rester isolés, s'étaient prononcés en AG le 9 octobre pour que les organisations syndicales appellent à la manifestation nationale à l'Assemblée nationale au moment du vote du budget de l'enseignement supérieur. Mais les directions syndicales, soucieuses de protéger le gouvernement, n'en ont rien fait, laissant tranquillement voter le budget !

C'est pour le combat centralisé contre le gouvernement qu'il faut s'organiser, pour construire ce qui manque aux chercheurs et aux étudiants : une orientation de lutte de classe, un parti ouvrier révolutionnaire et une organisation révolutionnaire de la jeunesse qui puissent mener la lutte sur les mots d'ordre.

Abrogation de la LRU ! Suppression de l'HCERES ! Retrait du décret statutaire ! Suppression du CIR ! Suppression de l'ANR ! Dehors, le patronat et l'armée de l'université et de la recherche publiques !

Création de milliers de postes statutaires ! Titularisation des précaires ! Augmentation des salaires !

Une allocation d'autonomie pour tous les jeunes ! Contre les barrières à l'entrée à l'université ! Droits pour les jeunes étrangers d'étudier en France !

Dirigeants UNEF, FSU, CFDT, SUD, CGT, UNSA... cessez toute négociation des attaques du gouvernement, sortez des conseils d'université, du Cneser ! À bas la cogestion !

Comité d'action ou de grève dans chaque université rassemblant les représentants, élus par les AG, des étudiants, des universitaires et des autres personnels ! Coordination nationale des comités d'action et de grève !

7 novembre 2014

Groupe marxiste internationaliste  
[section française  
du Collectif révolution permanente]

**groupemarxiste.info**